

**Art. 36.** In onderafdeling 4, ingevoegd bij artikel 35, wordt een artikel 293<sup>sexdecies</sup> ingevoegd, luidend als volgt :

“Artikel 293<sup>sexdecies</sup>. De personeelsleden die in vast verband benoemd of aangeworven zijn of die bedoeld zijn bij artikel 285 van dit decreet en bedoeld bij de onderonderafdelingen 1 tot 3 van deze afdeling, genieten, zonder tijdsbeperking, de weddeschalen in verband met het nieuwe ambt van leermeester filosofie en burgerzin, tenzij de weddeschaal in verband met hun oorspronkelijke ambt hun een hogere bezoldiging toekent.

Voor de personeelsleden die tijdelijk aangesteld of aangeworven zijn en die hun ambt op 1 oktober 2016 beginnen uit te oefenen en uiterlijk op 30 juni 2017 ophouden met het uitoefenen van dat ambt, geldt het genot van de weddeschaal in verband met het oorspronkelijke ambt, wanneer die gunstiger is, alleen voor het schooljaar 2016-2017.”

**Art. 37.** In onderafdeling VI van hoofdstuk II van titel III van hetzelfde decreet wordt een onderafdeling 5 opgericht, waarvan het opschrift luidt als volgt : “Onderafdeling 5. Overgangsbepalingen betreffende het getuigschrift van didactiek voor de cursus filosofie en burgerzin”.

**Art. 38.** In onderafdeling 5, ingevoegd bij artikel 37, wordt een artikel 293<sup>septdecies</sup> ingevoegd, luidend als volgt :

“Artikel 293<sup>septdecies</sup>. Bij wijze van overgangsmaatregel, in afwachting van de oprichting van het in artikel 24bis, derde lid van dit decreet bedoelde getuigschrift, en uiterlijk tot 1 september 2020, is het bezit van dat getuigschrift voor de uitoefening van het ambt van leermeester filosofie en burgerzin niet vereist.”

### TITEL III. — Inwerkingtreding

**Art. 39.** Dit decreet treedt in werking voor het schooljaar 2016-2017.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 13 juli 2016.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Cultuur en Kind,  
Mevr. A. GREOLI

De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs, Media en Wetenschappelijk Onderzoek,  
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Sport en Promotie van Brussel,  
belast met het toezicht op de Franse Gemeenschapscommissie van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest,  
R. MADRANE

De Minister van Onderwijs,  
Mevr. M.-M. SCHYNS

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,  
A. FLAHAUT

De Minister van Onderwijs voor sociale promotie, Jeugd, Vrouwenrechten en Gelijke Kansen,  
Mevr. I. SIMONIS

—  
Nota

(1) Zitting 2015-2016.

*Stukken van het Parlement.* — Ontwerp van decreet, nr. 312-1. — Commissieamendement, nr. 312-2. — Verslag, nr. 312-3. — Vergaderingsamendementen, nr. 312-4.

*Integraal verslag.* — Bespreking en aanneming. Vergadering van 13 juli 2016.

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

### SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2016/204052]

#### 20 JUILLET 2016. — Décret relatif à l’octroi d’un avantage fiscal pour l’acquisition de l’habitation propre : le Chèque Habitat (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

#### CHAPITRE 1<sup>er</sup>.

**Article 1<sup>er</sup>.** Le paragraphe 2 de l’article 145<sup>37</sup> du Code des Impôts sur les Revenus 1992 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Le montant des intérêts, sommes et cotisations visés au paragraphe 1<sup>er</sup> pris en considération pour la réduction d’impôt ne peut pas excéder, par contribuable et par période imposable, 2.290 euros.

Le montant visé à l’alinéa 1<sup>er</sup> est majoré de 760 euros durant les dix premières périodes imposables à partir de celle de la conclusion du contrat d’emprunt.

Le montant visé à l’alinéa 2 est majoré de 80 euros lorsque le contribuable a trois ou plus de trois enfants à charge au 1<sup>er</sup> janvier de l’année qui suit celle de la conclusion du contrat de l’emprunt.

Pour l’application de l’alinéa 3, les enfants considérés comme handicapés sont comptés pour deux.

Les majorations visées aux alinéas 2 et 3 ne sont pas appliquées à partir de la première période imposable pendant laquelle le contribuable devient propriétaire, possesseur, emphytéote, superficiaire ou usufruitier d’une deuxième habitation. La situation est appréciée le 31 décembre de la période imposable.

Lorsqu’une imposition commune est établie et que les deux conjoints ont fait des dépenses qui donnent droit à la réduction d’impôt, les conjoints peuvent répartir librement ces dépenses dans les limites visées aux alinéas précédents. ».

**Art. 2.** Dans l'article 145<sup>40</sup> du même Code, sont apportées les modifications suivantes :

1° au paragraphe 2, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Les paiements visés à l'article 145<sup>39</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, ne sont pris en considération pour l'octroi de la réduction que dans la mesure où ils concernent la première tranche de 76.360 euros du montant initial des emprunts contractés pour cette habitation. »;

2° au paragraphe 3, le premier tiret est remplacé par ce qui suit :

« - d'une part, 15 p.c. de la première tranche de 1.910 euros du total des revenus professionnels, à l'exclusion des revenus imposés conformément à l'article 171, et 6 p.c. du surplus, avec un maximum de 2.290 euros; ».

**Art. 3.** L'article 145<sup>42</sup>, alinéa 2, 1°, du même Code est remplacé par ce qui suit :

« 1° les sommes affectées à l'amortissement ou à la reconstitution d'un emprunt hypothécaire visées à l'article 145<sup>39</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, sont, par dérogation à l'article 145<sup>40</sup>, § 2, alinéa 2, prises en considération pour la réduction d'impôt dans la mesure où elles concernent la première tranche de respectivement 50.000 euros, 52.500 euros, 55.000 euros, 60.000 euros et 65.000 euros du montant initial des emprunts contractés pour l'habitation unique, selon que le contribuable n'a pas d'enfant à charge ou qu'il en a un, deux, trois ou plus de trois au 1<sup>er</sup> janvier de l'année qui suit celle de la conclusion du contrat d'emprunt. Par dérogation à l'article 178, § 5, ces montants sont indexés jusqu'à l'exercice d'imposition 2016 conformément à l'article 178, § 1<sup>er</sup>, tel qu'il était applicable pour l'exercice d'imposition lié à la période imposable pendant laquelle l'emprunt a été contracté. ».

**Art. 4.** L'article 145<sup>43</sup>, alinéa 4, du même Code est remplacé par ce qui suit :

« La réduction d'impôt pour les dépenses visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1° et 2°, pour les contrats qui ont été conclus avant le 1<sup>er</sup> janvier 2015, est calculée au taux d'imposition le plus élevé appliqué au contribuable et visé à l'article 130, avec un minimum de 30 p.c. Dans l'éventualité où les dépenses à prendre en considération pour la réduction se rapportent à plus d'un taux d'imposition, il y a lieu de retenir le taux d'imposition applicable à chaque partie de ces sommes et cotisations. La réduction d'impôt pour les dépenses visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, pour les contrats qui ont été conclus à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2015, est calculée à un taux d'imposition de 40 p.c. ».

**Art. 5.** Dans l'article 145<sup>45</sup> du même Code sont apportées les modifications suivantes :

1° au paragraphe 2, 3°, le point a) est remplacé par ce qui suit :

« a) le coût total des travaux, taxe sur la valeur ajoutée comprise, doit atteindre au moins 30.240 euros, étant entendu que lorsque la tranche de l'emprunt calculée conformément au paragraphe 3, alinéa 2, est supérieure au coût total des travaux, cette tranche n'est prise en considération qu'à concurrence du montant de ce coût; »;

2° au paragraphe 3, le deuxième alinéa est remplacé par ce qui suit :

« De plus, les intérêts, limités conformément à l'alinéa précédent, n'entrent en ligne de compte pour la réduction d'impôt que dans la mesure où ils se rapportent à la première tranche de 76.360 euros, 80.170 euros, 83.990 euros, 91.630 euros ou 99.260 euros du montant initial des emprunts lorsqu'il s'agit de la construction ou de l'acquisition à l'état neuf d'une habitation ou à la première tranche de 38.180 euros, 40.090 euros, 42.000 euros, 45.810 euros ou 49.630 euros lorsqu'il s'agit de la rénovation d'une habitation selon que le contribuable n'a pas d'enfant à charge ou qu'il en a un, deux, trois ou plus de trois à charge au 1<sup>er</sup> janvier de l'année qui suit celle de la conclusion du contrat d'emprunt. ».

**Art. 6.** Dans l'article 145<sup>46</sup> du même Code sont apportées les modifications suivantes :

1° dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, le premier tiret est remplacé par ce qui suit :

« - a conclu, entre le 1<sup>er</sup> janvier 2005 et le 31 décembre 2013, un emprunt hypothécaire pour acquérir ou conserver une habitation, alors que pour la même habitation, il existait un autre emprunt qui entrait en ligne de compte pour la déduction ordinaire des intérêts, pour l'épargne logement ou pour la déduction d'intérêts d'emprunts hypothécaires en application de l'article 526, § 1<sup>er</sup> et § 2, tel qu'il existait avant d'être modifié par l'article 101 de la loi du 8 mai 2014 et »;

2° dans le paragraphe 2, le premier tiret est remplacé par ce qui suit :

« - conclut un emprunt hypothécaire pour acquérir ou conserver une habitation visée à l'article 145<sup>38</sup>, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, alors que pour la même habitation, il existe un autre emprunt qui entre en ligne de compte pour l'application des articles 145<sup>41</sup>, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 3°, 145<sup>42</sup>, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 2°, 145<sup>43</sup> ou 145<sup>45</sup> ou pour la réduction pour l'épargne-logement ou la réduction pour intérêts d'emprunts hypothécaires en application de l'article 526, et ».

**Art. 7.** A l'article 178, § 5, du même Code, le point 4° est remplacé par ce qui suit :

« 4° les montants visés aux articles 145<sup>37</sup> à 145<sup>46</sup> inclus ».

#### CHAPITRE II. — *Fin du bonus logement*

**Art. 8.** Dans l'article 145<sup>37</sup>, § 3, du Code des Impôts sur les Revenus 1992, inséré par la loi du 8 mai 2014 et remplacé par le décret du 12 décembre 2014, le 2° est remplacé par ce qui suit :

« 2° pour les emprunts hypothécaires dont l'acte authentique est signé à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2015 et au plus tard le 31 décembre 2015 ou pour les reprises d'encours effectuées à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2015 dans le cadre d'une ouverture de crédit existant avant cette date et au plus tard le 31 décembre 2015, au taux d'imposition de 40 pour cent. ».

**Art. 9.** A l'article 145<sup>38</sup>, § 1<sup>er</sup>, 3°, du même Code, les mots « , et au plus tard le 31 décembre 2015, » sont insérés entre les mots « à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2005 » et les mots « et a une durée d'au moins 10 ans ».

#### CHAPITRE III. — *Fin de la réduction pour épargne à long terme*

**Art. 10.** A l'article 145<sup>39</sup> du même Code, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, les mots « , au plus tard le 31 décembre 2015, » sont insérés entre les mots « emprunt qui a été contracté spécifiquement » et les mots « pour acquérir ou conserver » »;

2° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, les mots « , au plus tard le 31 décembre 2015, » sont insérés entre les mots « contracté spécifiquement » et les mots « en vue de construire ».

CHAPITRE IV. — *Fin des anciens régimes de réduction*

**Art. 11.** Dans l'article 145<sup>42</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, b), du même Code, inséré par la loi du 8 mai 2014, les mots « , et au plus tard le 31 décembre 2015, » sont insérés entre les mots « à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2005 » et les mots « en vue de construire ».

**Art. 12.** Dans l'article 145<sup>43</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, du même Code, inséré par la loi du 8 mai 2014, le 2<sup>o</sup> est complété par les mots « , et relatives à un contrat conclu au plus tard le 31 décembre 2015 ».

**Art. 13.** Dans l'article 145<sup>44</sup>, § 1<sup>er</sup>, b), du même Code, inséré par la loi du 8 mai 2014, les mots « et au plus tard le 31 décembre 2015, » sont insérés entre les mots « à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2005, » et les mots « alors que pour la même habitation ».

**Art. 14.** Dans l'article 145<sup>45</sup>, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, b), du même Code, inséré par la loi du 8 mai 2014, les mots « , et au plus tard le 31 décembre 2015, » sont insérés entre les mots « à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2005 » et les mots « alors que pour la même habitation ».

**Art. 15.** A l'article 145<sup>46</sup>, § 2, du même Code, inséré par la loi du 8 mai 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> les mots « et au plus tard le 31 décembre 2015, » sont insérés entre les mots « Lorsqu'à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2014, » et les mots « le contribuable »;

2<sup>o</sup> au 2<sup>e</sup> tiret, les mots « , et au plus tard le 31 décembre 2015, » sont insérés entre les mots « pour l'emprunt conclu à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2014 » et les mots « ou pour le contrat d'assurance-vie ».

CHAPITRE V. — *Clause d'inopposabilité de la prolongation des avantages pour les contrats à partir du 1<sup>er</sup> novembre 2015*

**Art. 16.** A l'article 145<sup>46bis</sup> du Code des Impôts sur les Revenus 1992, inséré par le décret budgétaire du 17 décembre 2015, il est apporté les modifications suivantes :

1<sup>o</sup> l'alinéa unique est remplacé par ce qui suit :

« Tout acte posé ou conclu à partir du 1<sup>er</sup> novembre 2015, qui aurait pour objet ou pour effet de prolonger la durée pendant laquelle les réductions ou crédits d'impôt visés aux articles 145/37 à 145/46 tels qu'ils existent au 1<sup>er</sup> novembre 2015, peuvent être obtenus par rapport à la durée contractuellement prévue pour le bénéfice de ces réductions et crédits d'impôt, telle qu'établie au 1<sup>er</sup> novembre 2015, est inopposable à l'Administration des contributions directes dans la mesure où cet acte prolonge la durée ainsi prévue. »;

2<sup>o</sup> l'article 145<sup>46bis</sup> est complété par un deuxième alinéa rédigé comme suit :

« Sans préjudice de l'alinéa 1<sup>er</sup>, tout acte posé ou conclu à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2016, qui aurait pour objet ou pour effet de prolonger la durée pendant laquelle les réductions ou crédits d'impôt visés aux articles 145/37 à 145/46 tels qu'ils existent au 1<sup>er</sup> janvier 2016, peuvent être obtenus par rapport à la durée contractuellement prévue pour le bénéfice de ces réductions et crédits d'impôt, telle qu'établie au 1<sup>er</sup> janvier 2016, est inopposable à l'Administration des contributions directes dans la mesure où cet acte prolonge la durée ainsi prévue. ».

CHAPITRE VI. — *Le Chèque Habitat*

**Art. 17.** Dans le titre II, Chapitre III, section 1<sup>ère</sup>, sous-section 2 octodécies du même Code, il est inséré un article 145<sup>46ter</sup> rédigé comme suit :

« Art. 145<sup>46ter</sup>. § 1<sup>er</sup>. Il est accordé une réduction d'impôt forfaitaire et individuelle, dénommée « Chèque Habitat », pour les dépenses suivantes payées pendant la période imposable :

1<sup>o</sup> les intérêts et les sommes affectés à l'amortissement ou à la reconstitution d'un emprunt hypothécaire spécifiquement contracté en vue d'acquérir une habitation unique;

2<sup>o</sup> les cotisations d'une assurance complémentaire contre la vieillesse et le décès prématuré que le contribuable a payées à titre définitif pour constituer une rente ou un capital en cas de vie ou en cas de décès en exécution d'un contrat d'assurance-vie qu'il a conclu individuellement et qui sert exclusivement à la reconstitution ou à la garantie d'un tel emprunt hypothécaire.

Les intérêts, sommes et cotisations visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, entrent en ligne de compte pour la réduction uniquement lorsque l'habitation pour laquelle ces dépenses ont été faites, est l'habitation propre du contribuable au moment où ces dépenses ont été faites.

§ 2. Le montant de la réduction d'impôt visée au paragraphe 1<sup>er</sup> se calcule, pour chaque contribuable et pour chaque exercice d'imposition, comme suit :

1<sup>o</sup> lorsque le revenu imposable de la période imposable n'excède pas 21.000 euros, la réduction d'impôt est égale à 1.520 euros;

2<sup>o</sup> lorsque le revenu imposable de la période imposable est supérieur à 21.000 euros sans excéder 81.000 euros, la réduction d'impôt est égale à 1.520 euros diminués d'un montant équivalent à la différence entre le revenu imposable et 21.000 euros multipliée par le coefficient de 1,275 pour cent;

3<sup>o</sup> lorsque le revenu imposable de la période imposable est supérieur à 81.000 euros, la réduction d'impôt est égale à 0 euro.

Le montant visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> est majoré de 125 euros par enfant à charge au 1<sup>er</sup> janvier de l'exercice d'imposition.

En cas d'imposition commune, les conjoints peuvent répartir librement ce montant unique de 125 euros par enfant à charge.

En cas d'application de l'article 132bis, le montant de 125 euros par enfant à charge est attribué pour moitié au contribuable dont l'enfant est à charge et pour moitié au contribuable à qui la moitié des suppléments à la quotité du revenu exemptée d'impôt visés à l'article 132, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> à 6<sup>o</sup>, est attribuée.

Par dérogation à l'alinéa 2, la majoration de 125 euros par enfant à charge ne s'applique pas lorsque le revenu imposable de la période imposable est supérieur à 81.000 euros.

Pour l'application de l'alinéa 2, les enfants considérés comme handicapés sont comptés pour deux.

Pour l'application de la présente disposition, ainsi que des articles 145<sup>46quater</sup> à 145<sup>46sexies</sup>, il faut entendre la notion de « revenu imposable » au sens de l'article 6 du présent Code, à l'exclusion des revenus mobiliers visés à l'article 17, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>, qui n'ont pas de caractère professionnel.

§ 3. Le montant de la réduction d'impôt visée au paragraphe 1<sup>er</sup>, calculé conformément au paragraphe 2, est réduit de moitié à partir de la onzième période imposable pour laquelle, dans le chef du contribuable, les conditions d'obtention de la réduction d'impôt visée au paragraphe 1<sup>er</sup> sont réunies.

Durant les neuf périodes imposables qui suivent la première période imposable pendant laquelle les conditions d'obtention de la réduction d'impôt visée au paragraphe 1<sup>er</sup> ont été réunies, le montant de la réduction d'impôt, calculé conformément au paragraphe 2, est également réduit de moitié à partir de la période imposable pendant laquelle le contribuable devient plein propriétaire, nu-proprétaire, possesseur, emphytéote, superficiaire ou usufruitier d'une deuxième habitation. La situation est appréciée le 31 décembre de la période imposable.

Pour l'application de l'alinéa qui précède, il n'est pas tenu compte :

1° des autres habitations dont le contribuable est devenu, par héritage ou donation, copropriétaire, nu-proprétaire ou usufruitier;

2° des autres habitations louées via une agence immobilière sociale ou une société de logement de service public.

§ 4. Le montant de la réduction d'impôt visée au paragraphe 1<sup>er</sup>, calculé conformément aux paragraphes 2 et 3, ne peut jamais excéder, par contribuable et par période imposable, le montant total des intérêts, sommes et cotisations visés au paragraphe 1<sup>er</sup>, qui ont été effectivement acquittés pendant la période imposable.

Lorsque plusieurs contribuables ont contracté solidairement et indivisiblement un emprunt hypothécaire visé au paragraphe 1<sup>er</sup>, les intérêts et sommes visés au paragraphe 1<sup>er</sup> sont répartis au prorata de la part de propriété dans l'habitation faisant l'objet de l'acquisition.

§ 5. La partie de la réduction d'impôt visée au paragraphe 1<sup>er</sup>, telle que calculée conformément aux paragraphes 2 à 4, qui ne peut pas être imputée conformément à l'article 178/1, est convertie en un crédit d'impôt régional remboursable.

L'alinéa 1<sup>er</sup> ne s'applique pas au contribuable qui recueille des revenus professionnels qui sont exonérés conventionnellement et qui n'interviennent pas pour le calcul de l'impôt afférent à ses autres revenus. ».

**Art. 18.** Dans le titre II, Chapitre III, section 1<sup>ère</sup>, sous-section 2 octodécies du même Code, il est inséré un article 145<sup>46quater</sup> rédigé comme suit :

« Art. 145<sup>46quater</sup>. § 1<sup>er</sup>. La réduction visée à l'article 145<sup>46ter</sup> est accordée aux conditions suivantes :

1° les dépenses visées à l'article 145<sup>46ter</sup>, § 1<sup>er</sup>, ont été faites pour l'acquisition de la propriété de l'habitation qui est l'habitation unique du contribuable au 31 décembre de l'année de la conclusion du contrat d'emprunt et qu'il occupe personnellement à cette même date;

2° l'emprunt hypothécaire et, le cas échéant, le contrat d'assurance-vie visés à l'article 145<sup>46ter</sup>, § 1<sup>er</sup>, ont été contractés par le contribuable auprès d'un établissement ayant son siège dans l'Espace économique européen pour acquérir, dans un Etat membre de l'Espace économique européen, son habitation propre;

3° l'emprunt hypothécaire a été contracté à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2016 et a une durée d'au moins 10 ans;

4° le cas échéant, le contrat d'assurance-vie a été souscrit :

a) par le contribuable qui s'est assuré exclusivement sur sa tête;

b) avant l'âge de 65 ans; les contrats qui sont prorogés au-delà du terme initialement prévu, remis en vigueur, transformés, ou augmentés, alors que l'assuré a atteint l'âge de 65 ans, ne sont pas considérés comme souscrits avant cet âge;

c) pour une durée minimum de 10 ans lorsqu'il prévoit des avantages en cas de vie;

5° le cas échéant, les avantages du contrat visé au 4° sont stipulés :

a) en cas de vie, au profit du contribuable à partir de l'âge de 65 ans;

b) en cas de décès, au profit des personnes qui, suite au décès de l'assuré, acquièrent la pleine propriété ou l'usufruit de cette habitation.

Pour l'application de l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, il n'est pas tenu compte, pour déterminer si l'habitation du contribuable est l'unique habitation qu'il occupe personnellement au 31 décembre de l'année de la conclusion du contrat d'emprunt :

1° des autres habitations dont il est, par héritage ou donation, copropriétaire, nu-proprétaire ou usufruitier;

2° d'une autre habitation qui est considérée comme à vendre à cette date sur le marché immobilier et qui est réellement vendue au plus tard le 31 décembre de l'année qui suit celle de la conclusion du contrat d'emprunt;

3° des autres habitations louées via une agence immobilière sociale ou une société de logement de service public;

4° du fait que le contribuable n'occupe pas personnellement l'habitation :

a) pour des raisons professionnelles ou sociales;

b) en raison d'entraves légales ou contractuelles qui rendent impossible l'occupation de l'habitation par le contribuable lui-même à cette date;

c) en raison de l'état d'avancement des travaux de construction ou de rénovation qui ne permettent pas au contribuable d'occuper l'habitation à la même date.

La réduction d'impôt visée à l'article 145<sup>46ter</sup> ne peut plus être accordée :

1° à partir de l'année qui suit celle de la conclusion du contrat d'emprunt, lorsqu'au 31 décembre de cette année, l'autre habitation visée à l'alinéa 2, 2°, n'est pas effectivement vendue;

2° à partir de la deuxième année qui suit celle de la conclusion du contrat d'emprunt, lorsqu'au 31 décembre de cette année, le contribuable n'occupe pas personnellement l'habitation pour laquelle l'emprunt a été conclu, sauf s'il ne l'occupe pas pour des raisons professionnelles ou sociales.

Lorsqu'en application de l'alinéa 3, 2°, la réduction d'impôt n'a pas pu être accordée pendant une ou plusieurs périodes imposables et que le contribuable occupe personnellement l'habitation pour l'acquisition de laquelle l'emprunt a été conclu au 31 décembre de la période imposable pendant laquelle les entraves visées à l'alinéa 2, 4°, b et c, disparaissent, la réduction d'impôt peut à nouveau être accordée, sans préjudice de l'article 145<sup>46quinquies</sup>, à partir de cette période imposable.

§ 2. Les emprunts visés à l'article 145<sup>46ter</sup>, § 1<sup>er</sup>, sont spécifiquement contractés en vue d'acquérir une habitation lorsqu'ils sont conclus pour :

1° l'achat d'un bien immobilier;

2° la construction d'un bien immobilier;

3° le paiement des droits de succession ou des droits de donation relatifs à l'habitation visée à l'article 145<sup>46ter</sup>, § 1<sup>er</sup>, à l'exclusion des intérêts de retard dus en cas de paiement tardif;

4° le refinancement d'un contrat conclu à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2016 et visé à l'article 145<sup>46ter</sup>, § 1<sup>er</sup>.

Est également censée constituer un emprunt spécifiquement contracté en vue d'acquérir une habitation, la convention par laquelle un contribuable entrant dans une indivision immobilière quant à la propriété de cette habitation avec un autre contribuable, ce dernier étant lui-même déjà tenu par un emprunt hypothécaire visé à l'article 145<sup>46ter</sup>, § 1<sup>er</sup>, accède au statut de codébiteur solidaire d'un tel emprunt préexistant.

§ 3. Le Gouvernement wallon arrête, en concertation avec le Ministre fédéral des Finances, les dispositions relatives aux pièces justificatives à produire en relation avec la réduction d'impôt visée à l'article 145<sup>46ter</sup>, § 1<sup>er</sup>.

**Art. 19.** Dans le titre II, Chapitre III, section 1<sup>ère</sup>, sous-section 2 octodécies, du même Code, il est inséré un article 145<sup>46quinquies</sup> rédigé comme suit :

« Art. 145<sup>46quinquies</sup>. La réduction d'impôt visée à l'article 145<sup>46ter</sup> est accordée, moyennant le respect des conditions prévues à l'article 145<sup>46quater</sup>, dès l'exercice d'imposition se rattachant à la période imposable durant laquelle l'emprunt hypothécaire visé à l'article 145<sup>46ter</sup>, § 1<sup>er</sup>, a été conclu.

Chaque contribuable a le droit de bénéficier de la réduction d'impôt visée à l'article 145<sup>46ter</sup> pendant vingt exercices d'imposition, à partir du premier exercice d'imposition pour lequel les conditions d'obtention de cette réduction d'impôt sont réunies.

Si, pour une période imposable donnée, les conditions d'obtention de la réduction d'impôt visée à l'article 145<sup>46ter</sup> sont réunies, le contribuable est censé avoir bénéficié, pour cette période imposable et pour l'application de l'alinéa précédent, de la réduction d'impôt visée à l'article 145<sup>46ter</sup>.

La réunion, pour une période imposable donnée, des conditions d'obtention de la réduction d'impôt visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> s'apprécie par contribuable, et non par habitation. L'octroi de la réduction visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> ne dépend ni du montant de la réduction d'impôt concrètement obtenue ni même du fait que cette réduction ait été ou non sollicitée par le contribuable.

**Art. 20.** Dans le titre II, Chapitre III, section 1<sup>ère</sup>, sous-section 2 octodécies, du même Code, il est inséré un article 145<sup>46sexies</sup> rédigé comme suit :

« Art. 145<sup>46sexies</sup>. Sans préjudice de l'article 145<sup>46bis</sup>, le refinancement d'un contrat conclu au plus tard le 31 décembre 2015 suit le régime fiscal qui était applicable à l'emprunt faisant l'objet du refinancement.

Par dérogation aux articles 145<sup>37</sup>, § 3, 2°, 145<sup>38</sup>, § 1<sup>er</sup>, 3°, 145<sup>39</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1° et 2°, 145<sup>42</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, b, 145<sup>44</sup>, § 1<sup>er</sup>, b, 145<sup>45</sup>, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, b, et 145<sup>46</sup>, § 2, et sans préjudice de l'article 145<sup>46bis</sup>, lorsque, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2016, le contribuable conclut un contrat d'emprunt hypothécaire visé à l'article 145<sup>46ter</sup>, § 1<sup>er</sup>, alors que, pour la même habitation, il existe un ou plusieurs emprunts conclus par le même contribuable au plus tard le 31 décembre 2015 et entrant en ligne de compte pour l'application des articles 145<sup>37</sup> à 145<sup>46</sup>, les articles 145<sup>46ter</sup> à 145<sup>46quinquies</sup> ne s'appliquent pas au contrat conclu à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2016 et les articles 145<sup>37</sup> à 145<sup>46</sup> demeurent applicables à ce dernier.

#### CHAPITRE VII. — *Non indexation du Chèque Habitat*

**Art. 21.** A l'article 178 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 5, les points 5° et 6°, rédigés comme suit sont ajoutés :

« 5° les montants de 1520 euros et 125 euros visés à l'article 145<sup>46ter</sup>;

6° pour l'exercice d'imposition 2017, les montants de 21.000 et de 81.000 euros visés à l'article 145<sup>46ter</sup> »;

2° il est inséré un paragraphe 6bis rédigé comme suit :

« § 6bis. Par dérogation au paragraphe 2, alinéa 1<sup>er</sup>, et sans préjudice des 5° et 6° du paragraphe 5, les montants visés à l'article 145<sup>46ter</sup> sont rattachés à l'indice santé du mois de novembre 2015.

Ces montants sont adaptés au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année conformément à la formule suivante : le montant de base est multiplié par l'indice santé du mois de novembre de l'année précédant celle durant laquelle le nouveau montant sera applicable et divisé par l'indice santé du mois de novembre 2015. Le montant est ainsi arrondi à l'euro supérieur ».

CHAPITRE VIII. — *Entrée en vigueur*

**Art. 22.** Les articles 1 à 15 du présent décret entrent en vigueur à partir de l'exercice d'imposition 2017.  
 Les articles 17 à 20 du présent décret entrent en vigueur à partir de l'exercice d'imposition 2017.  
 L'article 145<sup>46bis</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, inséré par l'article 16, entre en vigueur à partir de l'exercice d'imposition 2017.  
 L'article 145<sup>46bis</sup>, alinéa 2, inséré par l'article 16, entre en vigueur à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2016.  
 L'article 21, 1<sup>o</sup>, entre en vigueur à partir de l'exercice d'imposition 2017.  
 L'article 21, 2<sup>o</sup>, entre en vigueur à partir de l'exercice d'imposition 2018.  
 Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.  
 Namur, le 20 juillet 2016.

Le Ministre-Président,  
 P. MAGNETTE  
 Le Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine,  
 M. PREVOT  
 Le Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de l'Innovation et du Numérique,  
 J-C. MARCOURT  
 Le Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville, du Logement et de l'Energie,  
 P. FURLAN  
 Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Mobilité et des Transports et du Bien-être  
 animal,  
 C. DI ANTONIO  
 La Ministre de l'Emploi et de la Formation,  
 E. TILLIEUX  
 Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,  
 C. LACROIX  
 Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme et des Aéroports, délégué à la Représenta-  
 tion à la Grande Région,  
 R. COLLIN

(1) Session 2015-2016.  
 Documents du Parlement wallon, 510 (2015-2016) N<sup>os</sup> 1 à 6.  
 Compte rendu intégral, séance plénière du 19 juillet 2016.  
 Discussion.  
 Compte rendu intégral, séance plénière du 20 juillet 2016.  
 Vote.

## ÜBERSETZUNG

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2016/204052]

**20. JULI 2016 — Dekret über die Gewährung eines Steuervorteils  
 für den Erwerb der Eigenwohnung: der Wohnungsscheck ("Chèque Habitat") (1)**

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen und, Wir, Regierung sanktionieren es:

## KAPITEL I

**Artikel 1** - § 2 des Artikels 145<sup>37</sup> des Einkommensteuergesetzbuches 1992 wird durch Folgendes ersetzt:

"§ 2. Der Betrag der in § 1 erwähnten Zinsen, Summen und Beiträge, der für die Steuerermäßigung berücksichtigt wird, darf pro Steuerpflichtigen und pro Besteuerungszeitraum nicht 2.290 Euro überschreiten.

Der in Absatz 1 erwähnte Betrag wird in den ersten zehn Besteuerungszeiträumen ab dem Besteuerungszeitraum des Abschlusses des Anleihevertrags um 760 Euro erhöht.

Der in Absatz 2 erwähnte Betrag wird um 80 EUR erhöht, wenn der Steuerpflichtige am 1. Januar des Jahres nach dem Jahr des Abschlusses des Anleihevertrags drei oder mehr als drei Kinder zu Lasten hat.

Für die Anwendung von Absatz 3 werden Kinder, die als behindert gelten, doppelt gezählt.

In den Absätzen 2 und 3 erwähnte Erhöhungen werden ab dem ersten Besteuerungszeitraum, in dem der Steuerpflichtige Eigentümer, Besitzer, Erbpächter, Erbbauberechtigter oder Nießbraucher einer zweiten Wohnung wird, nicht angewandt. Die Situation wird am 31. Dezember des Besteuerungszeitraums beurteilt.

Wird eine gemeinsame Veranlagung festgelegt und haben beide Ehepartner Ausgaben getätigt, die zur Steuerermäßigung berechtigen, können die Ehepartner diese Ausgaben in den in den vorhergehenden Absätzen erwähnten Grenzen frei aufteilen. ».

**Art. 2** - Artikel 145<sup>40</sup> desselben Gesetzbuches wird wie folgt abgeändert:

1<sup>o</sup> in § 2 wird Absatz 2 durch Folgendes ersetzt:

"In Artikel 145<sup>39</sup> Absatz 1 Ziffer 2 erwähnte Zahlungen werden für die Gewährung der Ermäßigung nur berücksichtigt in dem Maße, wie sie sich auf den ersten Teilbetrag von 76.360 Euro des Anfangsbetrags der für diese Wohnung aufgenommenen Anleihen beziehen.";

2° in § 3 wird der erste Gedankenstrich durch Folgendes ersetzt:

“- einerseits 15 Prozent des ersten Teilbetrags von 1.910 Euro der Gesamtheit der Berufseinkünfte ausschließlich der gemäß Artikel 171 besteuerten Berufseinkünfte und 6 Prozent der restlichen Berufseinkünfte, wobei ein Höchstbetrag von 2.290 Euro gilt.”.

**Art. 3** - Artikel 145<sup>42</sup> Absatz 2 Ziffer 1 desselben Gesetzbuches wird durch Folgendes ersetzt:

“1° werden in Artikel 145<sup>39</sup> Absatz 1 Ziffer 2 erwähnte Summen, die für Tilgung oder Wiederherstellung einer Hypothekenanleihe gezahlt werden, in Abweichung von Artikel 145<sup>40</sup> § 2 Absatz 2 für die Steuerermäßigung berücksichtigt in dem Maße, wie sie sich auf den ersten Teilbetrag von 50.000 Euro, 52.500 Euro, 55.000 Euro, 60.000 Euro oder 65.000 Euro des Anfangsbetrags der für die einzige Wohnung aufgenommenen Anleihen beziehen, je nachdem ob der Steuerpflichtige am 1. Januar des Jahres nach dem Jahr des Abschlusses des Anleihevertrags kein Kind oder ein, zwei, drei beziehungsweise mehr als drei Kinder zu Lasten hat. In Abweichung von Artikel 178 § 5 werden diese Beträge bis das Steuerjahr 2016 gemäß Artikel 178 § 1 indexiert, so wie er für das Steuerjahr anwendbar war, das sich auf den Besteuerungszeitraum bezieht, in dem die Anleihe aufgenommen wurde.”.

**Art. 4** - Artikel 145<sup>43</sup> Absatz 4 desselben Gesetzbuches wird durch Folgendes ersetzt:

“Die Steuerermäßigung für die in Absatz 1 Ziffern 1 und 2 genannten Ausgaben für die Verträge, die vor dem 1. Januar 2015 abgeschlossen worden sind, wird zum höchstens, auf den Steuerpflichtigen angewandten und in Artikel 130 genannten Steuersatz berechnet, mit einem Mindestsatz von 30 Prozent. Falls die für die Ermäßigung zu berücksichtigenden Ausgaben sich auf mehr als einen Steuersatz beziehen, gilt der Steuersatz, der auf jeden Teil dieser Summen und Beiträge anwendbar ist. Die Steuerermäßigung für die in Absatz 1 Ziffer 2 genannten Ausgaben für die Verträge, die ab dem 1. Januar 2015 abgeschlossen worden sind, wird zum Steuersatz von 40 Prozent berechnet.”.

**Art. 5** - Artikel 145<sup>45</sup> desselben Gesetzbuches wird wie folgt abgeändert:

1° In § 2 Ziffer 3 wird Punkt a) durch Folgendes ersetzt:

“a) müssen die Gesamtkosten der Arbeiten einschließlich Mehrwertsteuer mindestens 30.240 Euro betragen; wenn der gemäß § 3 Absatz 2 berechnete Teilbetrag der Anleihe höher als die Gesamtkosten der Arbeiten ist, wird dieser Teilbetrag jedoch nur in Höhe des Betrags dieser Kosten berücksichtigt.”;

2° in § 3 wird Absatz 2 durch Folgendes ersetzt:

“Darüber hinaus kommen die gemäß vorhergehendem Absatz begrenzten Zinsen für die Steuerermäßigung nur in Betracht in dem Maße, wie sie sich bei einer zu bauenden oder in Neustand zu erwerbenden Wohnung auf den ersten Teilbetrag von 76.360 Euro, 80.170 Euro, 83.990 Euro, 91.630 Euro oder 99.260 Euro des Anfangsbetrags der Anleihen oder bei einer zu renovierenden Wohnung auf den ersten Teilbetrag von 38.180 Euro, 40.090 Euro, 42.000 Euro, 45.810 Euro oder 49.630 Euro beziehen, je nachdem ob der Steuerpflichtige am 1. Januar des Jahres nach dem Jahr des Abschlusses des Anleihevertrags kein Kind oder ein, zwei, drei beziehungsweise mehr als drei Kinder zu Lasten hat.”.

**Art. 6** - In Artikel 145<sup>46</sup> desselben Gesetzbuches werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in § 1 wird der erste Gedankenstrich durch Folgendes ersetzt:

“- zwischen dem 1. Januar 2005 und dem 31. Dezember 2013 eine Hypothekenanleihe abgeschlossen hat, um eine Wohnung zu erwerben oder zu behalten, während für dieselbe Wohnung eine andere Anleihe bestand, die für den gewöhnlichen Abzug der Zinsen, für das Bausparen oder für den Abzug von Zinsen von Hypothekenanleihen in Anwendung von Artikel 526 § 1 und § 2, so wie er vor seiner Abänderung durch Artikel 101 des Gesetzes vom 8. Mai 2014 bestand, in Betracht kam, und”;

2° in § 2 wird der erste Gedankenstrich durch Folgendes ersetzt:

“- eine Hypothekenanleihe abschließt, um eine in Artikel 145<sup>38</sup> § 1 Absatz 1 Ziffer 1 erwähnte Wohnung zu erwerben oder zu behalten, während für dieselbe Wohnung eine andere Anleihe besteht, die für die Anwendung der Artikel 145<sup>41</sup> § 1 Absatz 2 Ziffer 3, 145<sup>42</sup> § 1 Absatz 2 Ziffer 2, 145<sup>43</sup> oder 145<sup>45</sup>, für die Ermäßigung für das Bausparen oder für die Ermäßigung für Zinsen von Hypothekenanleihen in Anwendung von Artikel 526 in Betracht kommt und”.

**Art. 7** - In Artikel 178 § 5 desselben Gesetzbuches wird Ziffer 4 durch Folgendes ersetzt:

“4° die in Artikel 145<sup>37</sup> bis 145<sup>46</sup> einschließlich genannten Beträge”.

#### KAPITEL II — Ende des Wohnbonus

**Art. 8** - In Artikel 145<sup>37</sup> § 3 des Einkommensteuergesetzbuches 1992, eingefügt durch das Gesetz vom 8. Mai 2014 und ersetzt durch das Dekret vom 12. Dezember 2014, wird die Ziffer 2 durch Folgendes ersetzt:

“2° zum Steuersatz von 40 Prozent für die Hypothekenanleihen, deren authentische Urkunde ab dem 1. Januar 2015 und spätestens am 31. Dezember 2015 unterzeichnet wird, oder für die ab dem 1. Januar 2015 und spätestens am 31. Dezember 2015 erfolgten Übernahmen von bestehenden Verbindlichkeiten im Rahmen einer vor diesem Datum bestehenden Krediteröffnung.”.

**Art. 9** - In Artikel 145<sup>38</sup> § 1 Ziffer 3° desselben Gesetzbuches wird der Wortlaut “und spätestens am 31. Dezember 2015” zwischen “ab dem 1. Januar 2005” und “aufgenommen” eingefügt.

#### KAPITEL III — Ende der Ermäßigung für langfristiges Sparen

**Art. 10** - Artikel 145<sup>39</sup> desselben Gesetzbuches wird wie folgt abgeändert:

1° in Absatz 1 Ziffer 1 wird der Wortlaut “spätestens am 31. Dezember 2015” zwischen “für eine Anleihe dient, die” und “spezifisch für Erwerb oder Erhaltung” eingefügt”;

2° in Absatz 1 Ziffer 2 wird der Wortlaut “spätestens am 31. Dezember 2015” zwischen “einer Hypothekenanleihe gezahlt worden sind, die” und “spezifisch für Bau” eingefügt.

#### KAPITEL IV — Ende der früheren Ermäßigungsregelungen

**Art. 11** - In Artikel 145<sup>42</sup> § 1 Ziffer 1 Buchstabe b) desselben Gesetzbuches, eingefügt durch das Gesetz vom 8. Mai 2014, wird der Wortlaut “und spätestens am 31. Dezember 2015” zwischen “ab dem 1. Januar 2005” und “für Bau, Erwerb oder Umbau” eingefügt.

**Art. 12** - In Artikel 145<sup>43</sup> Absatz 1 desselben Gesetzbuches, eingefügt durch das Gesetz vom 8. Mai 2014, wird Ziffer 2 durch den Wortlaut „, und betreffend einen spätestens am 31. Dezember 2015 abgeschlossenen Vertrag“ ergänzt.

**Art. 13** - In Artikel 145<sup>44</sup> § 1 Buchstabe *b*) desselben Gesetzbuches, eingefügt durch das Gesetz vom 8. Mai 2014, wird der Wortlaut „und spätestens am 31. Dezember 2015“ zwischen „ab dem 1. Januar 2005“ und „, wobei zu diesem Zeitpunkt“ eingefügt.

**Art. 14** - In Artikel 145<sup>45</sup> § 1 Absatz 1 Ziffer 1 Buchstabe *b*) desselben Gesetzbuches, eingefügt durch das Gesetz vom 8. Mai 2014, wird der Wortlaut „und spätestens am 31. Dezember 2015“ zwischen „ab dem 1. Januar 2015“ und „, wobei zu diesem Zeitpunkt“ eingefügt.

**Art. 15** - Artikel 145<sup>46</sup> § 2 desselben Gesetzbuches, eingefügt durch das Gesetz vom 8. Mai 2014, wird wie folgt abgeändert:

1° der Wortlaut „und spätestens am 31. Dezember 2015“ wird nach „Wenn der Steuerpflichtige ab dem 1. Januar 2014“ eingefügt;

2° im 2. Gedankenstrich wird der Wortlaut „und spätestens am 31. Dezember 2015“ zwischen „für die ab dem 1. Januar 2014“ und „aufgenommene Anleihe“ eingefügt;

KAPITEL V — *Klausel der Unwirksamkeit der Verlängerung der Vorteile für die Verträge ab dem 1. November 2015*

**Art. 16** - Artikel 145<sup>46bis</sup> des Einkommensteuergesetzbuches 1992, eingefügt durch das Haushaltsdekret vom 17. Dezember 2015, wird wie folgt abgeändert:

1° der einzige Absatz wird durch Folgendes ersetzt:

„Jede ab dem 1. November 2015 vorgenommene oder abgeschlossene Handlung, die zum Zweck oder zur Folge hätte, die Dauer zu verlängern, während deren die Steuerermäßigungen oder Steuergutschriften nach den Artikeln 145/37 bis 145/46, so wie sie am 1. November 2015 bestehen, gewährt werden können, im Verhältnis zur Dauer, die für den Anspruch dieser Steuerermäßigungen und Steuergutschriften vertraglich vorgesehen ist, so wie sie am 1. November 2015 besteht, kann gegenüber der Verwaltung der direkten Steuern nicht entgegeng gehalten werden, insoweit diese Handlung die so vorgesehene Dauer verlängert.“;

2° Artikel 145<sup>46bis</sup> wird durch einen zweiten Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

„Jede ab dem 1. Januar 2016 vorgenommene oder abgeschlossene Handlung, die zum Zweck oder zur Folge hätte, die Dauer zu verlängern, während deren die Steuerermäßigungen oder Steuergutschriften nach den Artikeln 145/37 bis 145/46, so wie sie am 1. Januar 2016 bestehen, gewährt werden können, im Verhältnis zur Dauer, die für den Anspruch dieser Steuerermäßigungen und Steuergutschriften vertraglich vorgesehen ist, so wie sie am 1. Januar 2016 besteht, kann unbeschadet von Absatz 1 gegenüber der Verwaltung der direkten Steuern nicht entgegeng gehalten werden, insoweit diese Handlung die so vorgesehene Dauer verlängert.“.

KAPITEL VI — *Der Wohnungsscheck*

**Art. 17** - In Tittel II Kapitel II Abschnitt I Unterabschnitt *2octodecies* desselben Gesetzbuches wird ein Artikel 145<sup>46ter</sup> mit folgendem Wortlaut eingefügt:

„Art. 145<sup>46ter</sup> - § 1. Für folgende Ausgaben, die während des Besteuerungszeitraums gezahlt worden sind, wird eine pauschale und individuelle Steuerermäßigung - genannt „Wohnungsscheck“ - gewährt:

1° die Zinsen und die Summen, die für Tilgung oder Wiederherstellung einer Hypothekenanleihe gezahlt worden sind, die spezifisch für den Erwerb einer einzigen Wohnung aufgenommen wurde;

2° Beiträge zu einer Alters- und Todesfallzusatzversicherung, die der Steuerpflichtige in Ausführung eines Lebensversicherungsvertrags, den er individuell abgeschlossen hat und der ausschließlich zur Wiederherstellung einer solchen oder als Sicherheit für eine solche Hypothekenanleihe dient, definitiv gezahlt hat für die Bildung einer Rente oder eines Kapitals zu Lebzeiten oder im Todesfall.

Die in Absatz 1 erwähnten Zinsen, Summen und Beiträge kommen für die Ermäßigung nur in Betracht, wenn die Wohnung, für die diese Ausgaben getätigt worden sind, zum Zeitpunkt dieser Ausgaben die eigene Wohnung des Steuerpflichtigen ist.

§ 2. Der Betrag der in § 1 erwähnten Steuerermäßigung wird für jeden Steuerpflichtigen und für jedes Steuerjahr wie folgt berechnet:

1° wenn das steuerpflichtige Einkommen des Besteuerungszeitraums nicht 21.000 Euro überschreitet, beträgt die Steuerermäßigung 1.520 Euro;

2° wenn das steuerpflichtige Einkommen des Besteuerungszeitraums über 21.000 Euro liegt, ohne 81.000 Euro zu überschreiten, beträgt die Steuerermäßigung 1.520 Euro, unter Abzug eines Betrags, der dem Produkt aus dem Unterschied zwischen dem steuerpflichtigen Einkommen und 21.000 Euro und dem Koeffizienten 1,275 Prozent entspricht.

3° wenn das steuerpflichtige Einkommen des Besteuerungszeitraums über 81.000 Euro liegt, beträgt die Steuerermäßigung 0 Euro.

Der in Absatz 1 erwähnte Betrag wird um 125 Euro je am 1. Januar des Steuerjahres unterhaltsberechtigtes Kind erhöht.

Im Falle einer gemeinsamen Veranlagung können die Ehepartner diesen einzigen Betrag von 125 Euro je unterhaltsberechtigtes Kind aufteilen.

Im Fall der Anwendung von Artikel 132*bis* wird der Betrag von 125 Euro je unterhaltsberechtigtes Kind zur Hälfte dem Steuerpflichtigen, der das Kind zu Lasten hat, und zur Hälfte dem Steuerpflichtigen, dem die Hälfte der in Artikel 132 Absatz 1 Ziffern 1 bis 6 erwähnten Zuschläge zum Steuerfreibetrag zuerkannt wird, zuerkannt.

In Abweichung von Absatz 2 findet die Erhöhung von 125 Euro je unterhaltsberechtigtes Kind keine Anwendung, wenn das steuerpflichtige Einkommen des Besteuerungszeitraums über 81.000 Euro liegt.

Für die Anwendung von Absatz 2 werden Kinder, die als behindert gelten, doppelt gezählt.

Für die Anwendung der vorliegenden Bestimmung sowie der Artikel 145<sup>46quater</sup> bis 145<sup>46sexies</sup> ist der Begriff „steuerpflichtiges Einkommen“ im Sinne von Artikel 6 des vorliegenden Gesetzbuches zu verstehen, mit Ausnahme der in Artikel 17 § 1 Ziffern 1 und 2 erwähnten Einkünfte aus beweglichen Gütern, die keine berufsbezogenen Einkünfte sind.

§ 3. Der gemäß § 2 berechnete Betrag der in § 1 erwähnten Steuerermäßigung wird ab dem elften Besteuerungszeitraum, für welchen die Bedingungen zum Erhalt der in § 1 erwähnten Steuerermäßigung vom Steuerpflichtigen erfüllt sind, um die Hälfte herabgesetzt.



Während der neun Besteuerungszeiträume, die auf den ersten Besteuerungszeitraum folgen, in welchem die Bedingungen zum Erhalt der in § 1 erwähnten Steuerermäßigung erfüllt wurden, wird der gemäß § 2 berechnete Betrag ab dem Besteuerungszeitraum, in dem der Steuerpflichtige zum Volleigentümer, bloßen Eigentümer, Besitzer, Erbpächter, Erbbauberechtigten oder Nießbraucher einer zweiten Wohnung wird, ebenfalls um die Hälfte ermäßigt. Die Situation wird am 31. Dezember des Besteuerungszeitraums beurteilt.

Für die Anwendung des vorigen Absatzes wird Folgendes nicht berücksichtigt:

1° andere Wohnungen, deren Miteigentümer, bloßer Eigentümer oder Nießbraucher er aufgrund einer Erbschaft oder einer Schenkung geworden ist;

2° andere Wohnungen, die über eine Agentur für soziale Wohnungen oder eine Wohnungsbaugesellschaft öffentlichen Dienstes vermietet werden.

§ 4. Der Betrag der in § 1 erwähnten Steuerermäßigung, der gemäß den § 2 und 3 berechnet wird, kann pro Steuerpflichtigen und pro Besteuerungszeitraum den Gesamtbetrag der in § 1 erwähnten Zinsen, Summen und Beiträge, die während des Besteuerungszeitraums tatsächlich gezahlt wurden, nie überschreiten.

Wenn mehrere Steuerpflichtige gesamtschuldnerisch und unteilbar eine in § 1 erwähnte Hypothekenanleihe aufgenommen haben, werden die in § 1 erwähnten Zinsen und Summen im Verhältnis zum Anteil des Eigentums in der Wohnung, die Gegenstand des Erwerbs ist, verteilt.

§ 5. Der Teil der in § 1 erwähnten Steuerermäßigung, so wie sie gemäß den § 2 bis 4 berechnet worden ist, und die nicht gemäß Artikel 178/1 angerechnet werden kann, wird in eine regionale erstattungsfähige Steuergutschrift umgewandelt.

Absatz 1 findet keine Anwendung auf den Steuerpflichtigen, der Berufseinkünfte bezieht, die aufgrund eines Abkommens steuerfrei sind und nicht für die Berechnung der Steuer auf ihre anderen Einkünfte berücksichtigt werden.“.

**Art. 18.** In Titel II, Kapitel III, Abschnitt 1, Unterabschnitt 2 octodécies desselben Gesetzbuches wird ein Artikel 145<sup>46quater</sup> mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. 145<sup>46quater</sup> - § 1. Die in Artikel 145<sup>46ter</sup> erwähnte Ermäßigung wird unter folgenden Bedingungen gewährt:

1° die in Artikel 145<sup>46ter</sup> § 1 erwähnten Ausgaben wurden zum Erwerb des Eigentums der Wohnung getätigt, die am 31. Dezember des Jahres des Abschlusses des Anleihevertrags die einzige Wohnung des Steuerpflichtigen ist, und die er an diesem Datum persönlich bewohnt;

2° die Hypothekenanleihe und ggf. der Lebensversicherungsvertrag erwähnt in Artikel 145<sup>46ter</sup> § 1, wurden vom Steuerpflichtigen bei einem Institut, dessen Sitz im Europäischen Wirtschaftsraum liegt, aufgenommen beziehungsweise abgeschlossen für den Erwerb seiner eigenen Wohnung in einem Mitgliedstaat des Europäischen Wirtschaftsraums;

3° die Hypothekenanleihe ist ab dem 1. Januar 2016 aufgenommen worden und hat eine Laufzeit von mindestens 10 Jahren

4° ggf. der Lebensversicherungsvertrag ist abgeschlossen worden:

a) vom Steuerpflichtigen, der ausschließlich sich selbst versichert hat;

b) vor dem Alter von 65 Jahren; Verträge, die über den ursprünglich vorgesehenen Zeitraum hinaus verlängert, wieder in Kraft gesetzt, geändert oder erhöht werden, nachdem der Versicherte das Alter von 65 Jahren erreicht hat, gelten nicht als vor diesem Alter abgeschlossen;

c) für eine Mindestdauer von zehn Jahren, wenn er Vorteile zu Lebzeiten vorsieht;

5° ggf. die Vorteile des in Ziffer 4 erwähnten Vertrags werden bestimmt:

a) zu Lebzeiten zugunsten des Steuerpflichtigen ab dem Alter von fünfundsiebenzig Jahren;

b) im Todesfall zugunsten der Personen, die infolge des Todes des Versicherten das Volleigentum oder den Nießbrauch dieser Wohnung erhalten..

Bei der Bestimmung, ob die Wohnung des Steuerpflichtigen am 31. Dezember des Jahres des Abschlusses des Anleihevertrags die einzige Wohnung ist, die er persönlich bewohnt, wird für die Anwendung von Absatz 1 Ziffer 1 Folgendes nicht berücksichtigt:

1° andere Wohnungen, deren Miteigentümer, bloßer Eigentümer oder Nießbraucher er aufgrund einer Erbschaft oder einer Schenkung ist;

2° eine andere Wohnung, die an diesem Datum auf dem Immobilienmarkt als zum Verkauf angeboten gilt und spätestens am 31. Dezember des Jahres nach dem Jahr des Abschlusses des Anleihevertrags auch tatsächlich verkauft worden ist;

3° andere Wohnungen, die über eine Agentur für soziale Wohnungen oder eine Wohnungsbaugesellschaft öffentlichen Dienstes vermietet werden;

4° die Tatsache, dass der Steuerpflichtige die Wohnung nicht persönlich bewohnt:

a) aus beruflichen oder sozialen Gründen;

b) weil der Steuerpflichtige aufgrund gesetzlicher oder vertraglicher Hindernisse die Wohnung an diesem Datum unmöglich selbst bewohnen kann;

c) weil der Steuerpflichtige aufgrund des Standes der Bau- oder Renovierungsarbeiten nicht in der Lage ist, die Wohnung tatsächlich an diesem Datum zu bewohnen.

Die in Artikel 145<sup>46ter</sup> erwähnte Steuerermäßigung kann nicht mehr gewährt werden:

1° ab dem Jahr nach dem Jahr des Abschlusses des Anleihevertrags, wenn am 31. Dezember dieses Jahres die in Absatz 2 Ziffer 2 erwähnte andere Wohnung nicht tatsächlich verkauft worden ist,

2° ab dem zweiten Jahr nach dem Jahr des Abschlusses des Anleihevertrags, wenn der Steuerpflichtige am 31. Dezember dieses Jahres die Wohnung, für die die Anleihe aufgenommen wird, nicht persönlich bewohnt, außer wenn er sie aus beruflichen oder sozialen Gründen nicht selbst bewohnt;

Wenn die Steuerermäßigung in Anwendung von Absatz 3 Ziffer 2 während eines oder mehrerer Besteuerungszeiträume nicht gewährt werden konnte, und wenn der Steuerpflichtige die Wohnung, für deren Erwerb die Anleihe aufgenommen wurde, am 31. Dezember des Besteuerungszeitraums, in dem die in Absatz 2 Ziffer 4 erwähnten Hindernisse weggefallen sind, persönlich bewohnt, kann die Steuerermäßigung unbeschadet von Artikel 145<sup>46quinquies</sup> ab diesem Besteuerungszeitraum erneut gewährt werden.

§ 2. Die in Artikel 145<sup>46ter</sup> § 1 erwähnten Anleihen gelten als spezifisch aufgenommen für Erwerb einer Wohnung, wenn sie abgeschlossen werden, um:

1° ein unbewegliches Gut zu kaufen;

2° ein unbewegliches Gut zu bauen;

3° die Erbschafts- oder Schenkungssteuer in Bezug auf die in Artikel 145<sup>46ter</sup> § 1 erwähnte Wohnung zu zahlen, bei verspäteter Zahlung geschuldete Verzugszinsen ausgenommen;

4° einen ab dem 1. Januar 2016 abgeschlossenen Vertrag im Sinne von Artikel 145<sup>46ter</sup> § 1 zu refinanzieren;

Als spezifisch für Erwerb einer Wohnung aufgenommene Anleihe gilt ebenfalls die Vereinbarung, durch welche ein Steuerpflichtiger, der für das Eigentum dieser Wohnung mit einem anderen Steuerpflichtigen, der selbst bereits durch eine Hypothekenanleihe im Sinne von Artikel 145<sup>46ter</sup> § 1 gebunden ist, das unbewegliche Gesamthandseigentum erwirbt, zum Gesamtschuldner einer solchen schon bestehenden Anleihe wird.

§ 3. Die wallonische Regierung erlässt in Konzertierung mit dem föderalen Finanzminister Bestimmungen bezüglich der Belege, die in Verbindung mit der in Artikel 145<sup>46ter</sup>, § 1 genannten Steuerermäßigung vorzulegen sind.

**Art. 19.** In Titel II, Kapitel III, Abschnitt 1, Unterabschnitt 2 octodécies desselben Gesetzbuches wird ein Artikel 145<sup>46quinquies</sup> mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 145<sup>46quinquies</sup> - Die in Artikel 145<sup>46ter</sup> erwähnte Steuerermäßigung wird unter Einhaltung der in Artikel 145<sup>46quater</sup> vorgesehenen Bedingungen ab dem Steuerjahr bezüglich des Besteuerungszeitraums, im Laufe dessen die in Artikel 145<sup>46ter</sup> § 1 erwähnte Hypothekenanleihe abgeschlossen wurde, gewährt.

Jeder Steuerpflichtige hat Anspruch auf den Genuss der in Artikel 145<sup>46ter</sup> erwähnten Steuerermäßigung während zwanzig Steuerjahre ab dem ersten Steuerjahr, für welches die Gewährungsbedingungen dieser Steuerermäßigung erfüllt sind.

Wenn die Gewährungsbedingungen der in Artikel 145<sup>46ter</sup> erwähnten Steuerermäßigung für einen gegebenen Besteuerungszeitraum erfüllt sind, wird davon ausgegangen, dass der Steuerpflichtige für diesen Besteuerungszeitraum und für die Anwendung des vorigen Paragraphs die in Artikel 145<sup>46ter</sup> erwähnte Steuerermäßigung genossen hat.

Ob die in Absatz 1 erwähnten Gewährungsbedingungen für die Steuerermäßigung in einem gegebenen Besteuerungszeitraum erfüllt sind, wird nicht je Wohnung, sondern je Steuerpflichtigen beurteilt. Die Gewährung der in Absatz 1 erwähnten Ermäßigung hängt weder von der Höhe der konkret erhaltenen Steuerermäßigung noch der Tatsache ab, dass diese Ermäßigung von dem Steuerpflichtigen beantragt worden ist oder nicht.

**Art. 20.** In Titel II, Kapitel III, Abschnitt 1, Unterabschnitt 2 octodécies desselben Gesetzbuches wird ein Artikel 145<sup>46sexies</sup> mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 145<sup>46sexies</sup> - Unbeschadet von Artikel 145<sup>46bis</sup> unterliegt die Refinanzierung eines spätestens am 31. Dezember 2015 abgeschlossenen Vertrags der Steuerregelung, die auf die Anleihe, Gegenstand der Refinanzierung, anwendbar war.

Wenn der Steuerpflichtige ab dem 1. Januar 2016 einen Hypothekenanleihevertrag im Sinne von Artikel 145<sup>46ter</sup> § 1 abschließt, während für dieselbe Wohnung eine oder mehrere vom selben Steuerpflichtigen spätestens am 31. Dezember 2015 aufgenommene Anleihe(n) besteht bzw. bestehen, die für die Anwendung der in Artikel 145<sup>37</sup> bis 145<sup>46</sup> in Betracht kommt bzw. kommen, finden in Abweichung von den Artikeln 145<sup>37</sup> § 3 Ziffer 2, 145<sup>38</sup> § 1 Ziffer 3, 145<sup>39</sup> Absatz 1, Ziffer 1 und 2, 145<sup>42</sup> Absatz 1 Ziffer 1, b, 145<sup>44</sup> § 1, b, 145<sup>45</sup> § 1, Absatz 1, b und 145<sup>46</sup> § 2 und unbeschadet von Artikel 145<sup>46bis</sup> die Artikel 145<sup>46ter</sup> bis 145<sup>46quinquies</sup> keine Anwendung auf den ab dem 1. Januar 2016 abgeschlossenen Vertrag und finden die Artikel 145<sup>37</sup> bis 145<sup>46</sup> weiterhin Anwendung auf den letztgenannten Vertrag.

#### KAPITEL VII — Nichtindexierung des Wohnungsschecks

**Art. 21.** In Artikel 178 desselben Gesetzbuches werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in § 5 werden die Punkte 5° und 6° mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

"5° die in Artikel 145<sup>46ter</sup> genannten Beträge von 1520 Euro und 125 Euro;

6° für das Steuerjahr 2017, die in Artikel 145<sup>46ter</sup> genannten Beträge von 21.000 und 81.000 Euro";

2° es wird ein § 6bis mit folgendem Wortlaut eingefügt:

" § 6bis. In Abweichung von § 2, Absatz 1 und unbeschadet von den Ziffern 5 und 6 von § 5 werden die in Artikel 145<sup>46ter</sup> genannten Beträge an den Gesundheitsindex des Monats November 2015 gebunden.

Diese Beträge werden am 1. Januar eines jeden Jahres gemäß der folgenden Formel angepasst: der Basisbetrag wird mit dem Gesundheitsindex des Monats November des Jahres vor dem Jahr, in dem der neue Betrag anwendbar sein wird, multipliziert und durch den Gesundheitsindex des Monats November 2015 geteilt. Der so erhaltene Betrag wird auf den nächsthöheren Euro aufgerundet."

KAPITEL VIII — *Inkrafttreten*

**Art. 22.** Die Artikel 1 bis 15 des vorliegenden Dekrets treten ab dem Steuerjahr 2017 in Kraft.  
 Die Artikel 17 bis 20 des vorliegenden Dekrets treten ab dem Steuerjahr 2017 in Kraft.  
 Artikel 145<sup>46bis</sup> Absatz 1, eingefügt durch Artikel 16, tritt ab dem Steuerjahr 2017 in Kraft.  
 Artikel 145<sup>46bis</sup> Absatz 2, eingefügt durch Artikel 16, tritt ab dem 1. Januar 2016 in Kraft.  
 Artikel 21 Ziffer 1 tritt ab dem Steuerjahr 2017 in Kraft.  
 Artikel 21 Ziffer 2 tritt ab dem Steuerjahr 2018 in Kraft.  
 Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.  
 Namur, den 20. Juli 2016

Der Minister-Präsident

P. MAGNETTE

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Gesundheit, soziale Maßnahmen und Kulturerbe

M. PREVOT

Der Minister für Wirtschaft, Industrie, Innovation und digitale Technologien

J-C. MARCOURT

Der Minister für lokale Behörden, Städte, Wohnungswesen und Energie

P. FURLAN

Der Minister für Umwelt, Raumordnung, Mobilität und Transportwesen, und Tierschutz

C. DI ANTONIO

Die Ministerin für Beschäftigung und Ausbildung

E. TILLIEUX

Der Minister für Haushalt, den öffentlichen Dienst und die administrative Vereinfachung

C. LACROIX

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, ländliche Angelegenheiten,  
Tourismus und Flughäfen, und Vertreter bei der Großregion

R. COLLIN

(1) Sitzungsperiode 2015-2016

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 510 (2015-2016) Nrn 1 bis 6.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, öffentliche Sitzung vom 19. Juli 2016.

Diskussion.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, öffentliche Sitzung vom 20. Juli 2016.

Abstimmung.

VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2016/204052]

**20 JULI 2016. — Decreet betreffende de toekenning van een fiscaal voordeel voor de aankoop van de eigen woning :  
de « Chèque Habitat » (woonchèque) (1)**

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

## HOOFDSTUK I.

**Artikel 1.** Paragraaf 2 van artikel 145<sup>37</sup> van het Wetboek van de Inkomstenbelastingen 1992 wordt vervangen als volgt :

” § 2. Het bedrag van de in paragraaf 1 bedoelde interesten, betalingen en bijdragen dat in aanmerking wordt genomen voor de belastingvermindering, mag per belastingplichtige en per belastbaar tijdperk niet meer bedragen dan 2.290 euro.

Het in het eerste lid vermelde bedrag wordt verhoogd met 760 euro gedurende de eerste tien belastbare tijdperken vanaf het belastbaar tijdperk waarin de leningsovereenkomst wordt afgesloten.

Het in het tweede lid vermelde bedrag wordt verhoogd met 80 euro wanneer de belastingplichtige drie of meer dan drie kinderen ten laste heeft op 1 januari van het jaar na dat waarin de leningsovereenkomst is afgesloten.

Voor de toepassing van het derde lid worden als gehandicapt aangemerkte kinderen ten laste voor twee gerekend.

De in het tweede en derde lid vermelde verhogingen worden niet toegepast vanaf het eerste belastbaar tijdperk waarin de belastingplichtige eigenaar, bezitter, erfpachter, opstalhouder of vruchtgebruiker wordt van een tweede woning. De toestand wordt beoordeeld op 31 december van dat belastbaar tijdperk.

Wanneer een gemeenschappelijke aanslag wordt gevestigd en beide echtgenoten uitgaven hebben gedaan die recht geven op de belastingvermindering, kunnen de echtgenoten deze uitgaven vrij verdelen binnen de in de vorige leden bedoelde begrenzingsen. ».

**Art. 2.** In artikel 145<sup>40</sup> van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in § 2 wordt het tweede lid vervangen als volgt:

“De in artikel 145<sup>39</sup>, eerste lid, 2°, vermelde betalingen komen slechts voor de belastingvermindering in aanmerking in zoverre zij betrekking hebben op de eerste schijf van 76.360 euro van het aanvangsbedrag van de voor die woning aangegane leningen. »;

2° in paragraaf 3 wordt het eerste streepje vervangen door wat volgt:

“- enerzijds, 15 pct. van de eerste schijf van 1.910 euro van het totale beroepsinkomen, met uitsluiting van de overeenkomstig artikel 171 belaste beroepsinkomsten, en 6 pct. van het overige, met een maximum van 2.290 euro;”.

**Art. 3.** In artikel 145<sup>42</sup> van hetzelfde Wetboek, wordt het tweede lid, 1°, vervangen door wat volgt:

« 1° komen de in artikel 145<sup>39</sup>, eerste lid, 2°, bedoelde betalingen voor de aflossing of wedersamenstelling van hypothecaire leningen, in afwijking van artikel 145<sup>40</sup>, § 2, tweede lid, voor de belastingvermindering in aanmerking voor zoverre ze betrekking hebben op de eerste schijf van respectievelijk 50.000 euro, 52.500 euro, 55.000 euro, 60.000 euro en 65.000 euro van het aanvangsbedrag van de voor de enige woning aangegane leningen, naargelang de belastingplichtige geen, een, twee, drie of meer dan drie kinderen ten laste heeft op 1 januari van het jaar na dat waarin de leningsovereenkomst is gesloten. In afwijking van artikel 178, § 5, worden deze bedragen geïndexeerd tot het aanslagjaar 2016 overeenkomstig artikel 178, § 1, zoals het van toepassing was voor het aanslagjaar verbonden met het belastbaar tijdperk waarin de lening is aangegaan. ».

**Art. 4.** In artikel 145<sup>43</sup> van hetzelfde Wetboek, wordt het vierde lid vervangen door wat volgt:

« De belastingvermindering voor de uitgaven bedoeld in het eerste lid, 1° en 2°, voor de contracten die vóór 1 januari 2015 zijn gesloten, wordt berekend tegen het voor de belastingplichtige hoogste belastingtarief als vermeld in artikel 130, met een minimum van 30 % . Ingeval de uitgaven die voor de vermindering in aanmerking komen, betrekking hebben op meer dan één belastingtarief, wordt voor elk deel van de bijdragen en betalingen het overeenstemmend tarief in aanmerking genomen. De belastingvermindering voor de uitgaven bedoeld in het eerste lid, 2°, voor de contracten die vanaf 1 januari 2015 zijn gesloten, wordt berekend tegen een belastingtarief van 40 % . ».

**Art. 5.** In artikel 145<sup>45</sup> van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 2, 3°, wordt punt a) vervangen als volgt:

“a) de totale kostprijs van de werken, inclusief de belasting over de toegevoegde waarde, ten minste 30.240 euro bedraagt, met dien verstande dat, in geval het overeenkomstig § 3, tweede lid, berekende gedeelte van de lening hoger is dan de totale kostprijs van de werken, dat gedeelte tot het bedrag van de kostprijs in aanmerking wordt genomen;”;

2° in paragraaf 3 wordt het tweede lid vervangen als volgt:

« Bovendien komen de overeenkomstig het vorige lid beperkte interesten slechts in aanmerking voor de belastingvermindering in zover ze betrekking hebben op de eerste schijf van 76.360 euro, 80.170 euro, 83.990 euro, 91.630 euro of 99.260 euro van het aanvangsbedrag van de leningen ingeval het een te bouwen of in nieuwe staat te verwerven woning betreft of op de eerste schijf van 38.180 euro, 40.090 euro, 42.000 euro, 45.810 euro of 49.630 euro ingeval het een te vernieuwen woning betreft, naargelang de belastingplichtige geen, één, twee, drie of meer dan drie kinderen ten laste heeft op 1 januari van het jaar na dat waarin de leningsovereenkomst is gesloten. ».

**Art. 6.** In artikel 145<sup>46</sup> van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1 wordt het eerste streepje vervangen door wat volgt:

« - tussen 1 januari 2005 en 31 december 2013 een hypothecaire lening heeft gesloten om een woning te verwerven of te behouden, terwijl er voor diezelfde woning nog een lening was die in aanmerking kwam voor de vermindering van de interesten voor het bouwsparen of de aftrek of vermindering voor interesten van hypothecaire leningen bij toepassing van artikel 526, § 1 en § 2, zoals het bestond voordat het werd gewijzigd door artikel 101 van de wet van 8 mei 2014 en »;

2° in paragraaf 2 wordt het eerste streepje vervangen door wat volgt:

« - een hypothecaire lening sluit voor het verwerven of behouden van een in artikel 145<sup>38</sup>, § 1, eerste lid, 1°, vermelde woning, terwijl er voor diezelfde woning nog een lening is die in aanmerking komt voor de toepassing van de artikelen 145<sup>41</sup>, § 1, tweede lid, 3°, 145<sup>42</sup>, § 1, tweede lid, 2°, 145<sup>43</sup> of 145<sup>45</sup> of voor de vermindering voor het bouwsparen of de vermindering voor interesten van hypothecaire leningen bij toepassing van artikel 526, en »;

**Art. 7.** In artikel 178, § 5, van hetzelfde Wetboek, wordt punt 4° vervangen door wat volgt:

« 4° de bedragen bedoeld in de artikelen 145<sup>37</sup> tot en met 145<sup>46</sup> ».

## HOOFDSTUK II. — Einde van de woonbonus

**Art. 8.** In artikel 145<sup>37</sup>, § 3, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, ingevoegd bij de wet van 8 mei 2014 en vervangen door het decreet van 12 december 2014, wordt 2° vervangen door hetgeen volgt:

“2° voor de hypothecaire leningen waarvan de authentieke akte vanaf 1 januari 2015 en uiterlijk op 31 december 2015 wordt getekend of voor de overnamen van uitstaande bedragen verricht vanaf 1 januari 2015 en uiterlijk op 31 december 2015 in het kader van een opening van een voor die datum bestaand krediet, tegen het belastingtarief van 40 percent.”.

**Art. 9.** In artikel 145<sup>38</sup>, § 1, 3°, van hetzelfde Wetboek worden de woorden “en uiterlijk op 31 december 2015,” ingevoegd tussen de woorden “vanaf 1 januari 2005” en de woorden “en heeft een looptijd van ten minste 10 jaar;”.

HOOFDSTUK III. — *Einde van de korting voor langetermijnsparen*

**Art. 10.** Artikel 145<sup>39</sup> van hetzelfde Wetboek wordt gewijzigd als volgt :

1° in lid 1, 1°, worden de woorden „, uiterlijk op 31 december 2015” ingevoegd tussen de woorden “van een lening die” en het woord “specifiek”;

2° in lid 1, 2°, worden de woorden „, uiterlijk op 31 december 2015” ingevoegd tussen de woorden “van een lening die” en het woord “specifiek”.

HOOFDSTUK IV. — *Einde van de oude kortingsregelingen*

**Art. 11.** In artikel 145<sup>42</sup>, § 1, 1°, *b)*, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 8 mei 2014, worden de woorden “en uiterlijk op 31 december 2015” ingevoegd tussen de woorden “vanaf 1 januari 2015” en de woorden “om een in een lidstaat van de Europese Economische Ruimte gelegen woning te bouwen”.

**Art. 12.** In artikel 145<sup>43</sup>, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 8 mei 2014, wordt 2° aangevuld met de woorden „, en met betrekking tot een contract, uiterlijk gesloten op 31 december 2015”.

**Art. 13.** In artikel 145<sup>44</sup>, § 1, *b)*, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 8 mei 2014, worden de woorden “en uiterlijk op 31 december 2015” ingevoegd tussen de woorden “vanaf 1 januari 2005” en de woorden “terwijl voor dezelfde woning”.

**Art. 14.** In artikel 145<sup>45</sup>, § 1, lid 1, 1°, *b)*, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 8 mei 2014, worden de woorden “en uiterlijk op 31 december 2015” ingevoegd tussen de woorden “vanaf 1 januari 2015” en de woorden “terwijl voor dezelfde woning”.

**Art. 15.** Artikel 145<sup>46</sup>, § 2, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 8 mei 2014, wordt gewijzigd als volgt :

1° de woorden “en uiterlijk op 31 december 2015” ingevoegd tussen de woorden “vanaf 1 januari 2014” en het woord “:”;

2° in het tweede streepje worden de woorden „, en uiterlijk op 31 december 2015” ingevoegd tussen de woorden “voor die vanaf 1 januari 2014” en de woorden “gesloten lening”.

HOOFDSTUK V. — *Niet-tegenwerpbaarheidsclausule voor de verlenging van de voordelen voor de contracten vanaf 1 november 2015*

**Art. 16.** In artikel 145<sup>46bis</sup> van het Wetboek van Inkomstenbelastingen 1992, ingevoegd bij het begrotingsdecreet van 17 december 2015, worden volgende wijzigingen ingevoerd :

1° het enig lid wordt vervangen als volgt:

« Elke handeling gesteld of gesloten vanaf 1 november 2015, die tot doel of tot gevolg heeft de verlenging van de duur waarin de belastingverminderingen of -kredieten bedoeld in de artikelen 14537 tot 14546 zoals ze bestaan op 1 november 2015, kunnen verkregen worden in verhouding tot de contractueel voorziene duur voor het voordeel van deze verminderingen en belastingkredieten, zoals opgesteld op 1 november 2015, wordt niet tegengeworpen aan het Bestuur der directe belastingen voor zover deze handeling de bedoelde duur verlengt. »;

2° artikel 145<sup>46bis</sup> wordt aangevuld met een tweede lid luidend als volgt:

« Onverminderd lid 1 kan elke handeling gesteld of gesloten vanaf 1 januari 2016, die tot doel of tot gevolg heeft de verlenging van de duur waarin de belastingverminderingen of -kredieten bedoeld in de artikelen 145/37 tot 145/46 zoals ze bestaan op 1 januari 2016, kunnen verkregen worden in verhouding tot de contractuele voorziene duur voor het voordeel van deze verminderingen en belastingkredieten, zoals opgesteld op 1 januari 2016, wordt niet tegengeworpen aan het Bestuur der directe belastingen voor zover deze handeling de bedoelde duur verlengt. ».

HOOFDSTUK VI. — *De « Chèque Habitat » (woonchèque)*

**Art. 17.** In titel II, Hoofdstuk III, afdeling 1, onderafdeling 2 octodecies van hetzelfde Wetboek, wordt een artikel 145<sup>46ter</sup> ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. 145<sup>46ter</sup>. § 1. Er wordt een forfaitaire en individuele belastingvermindering toegekend, « Chèque Habitat » (Woonchèque) genaamd, voor de volgende tijdens de belastbare periode betaalde bestedingen :

1° de intresten en de betalingen aangewend voor de aflossing of de wedersamenstelling van een hypothecaire lening die specifiek is aangegaan om een enige woning aan te kopen;

2° de bijdragen voor een aanvullende verzekering tegen ouderdom en vroegtijdig overlijden die de belastingplichtige definitief heeft betaald om een rente of een kapitaal te vestigen bij leven of bij overlijden ter uitvoering van een levensverzekeringscontract dat hij individueel gesloten heeft en dat uitsluitend dient voor de wedersamenstelling of de waarborg van een dergelijke hypothecaire lening.

De intresten, betalingen en bijdragen bedoeld in lid 1 komen enkel in aanmerking voor de vermindering wanneer de woning waarvoor die bestedingen zijn verricht, de eigen woning van de belastingplichtige is op het ogenblik waarop die bestedingen zijn verricht.

§ 2. Het bedrag van de belastingvermindering bedoeld in paragraaf 1 wordt voor elke belastingplichtige en voor elk aanslagjaar als volgt berekend:

1° wanneer het belastbaar inkomen van het belastbaar tijdperk 21.000 euro niet overschrijdt, is de belastingvermindering gelijk aan 1.520 euro;

2° wanneer het belastbaar inkomen van het belastbaar tijdperk hoger is dan 21.000 euro zonder 81.000 euro te overschrijden, is de belastingvermindering gelijk aan 1.520 euro verminderd met een bedrag gelijk aan het verschil tussen het belastbaar inkomen en 21.000 euro vermenigvuldigd met de coëfficiënt van 1,275 percent;

3° wanneer het belastbaar inkomen van het belastbaar tijdperk 81.000 euro overschrijdt, is de belastingvermindering gelijk aan 0 euro.

Het bedrag bedoeld in lid 1 wordt vermeerderd met 125 euro per kind ten laste op 1 januari van het aanslagjaar.

In geval van gemeenschappelijke aanslag kunnen de echtgenoten dat enige bedrag van 125 euro per kind ten laste vrij verdelen.

In geval van toepassing van artikel 132bis wordt het bedrag van 125 euro per kind ten laste toegekend, voor de helft aan de belastingplichtige wiens kind ten laste is en voor de helft aan de belastingplichtige aan wie de helft van de toeslagen van de belastingvrije som bedoeld in artikel 132, lid 1, 1° tot 6°, wordt toegekend.

In afwijking van lid 2 is de vermeerdering met 125 euro per kind ten laste niet van toepassing wanneer het belastbaar inkomen van het belastbaar tijdperk hoger is dan 81.000 euro.

Voor de toepassing van het tweede lid worden als gehandicapt aangemerkte kinderen voor twee gerekend.

Voor de toepassing van deze bepaling, evenals van de artikelen 145<sup>46quater</sup> tot 145<sup>46sexies</sup>, dient het begrip « belastbaar inkomen » in de zin van artikel 6 van dit Wetboek verstaan te worden, onder uitsluiting van de roerende inkomsten bedoeld in artikel 17, § 1, 1° en 2°, die geen beroeps karakter hebben.

§ 3. Het bedrag van de belastingvermindering bedoeld in paragraaf 1, berekend overeenkomstig paragraaf 2, wordt met de helft verminderd vanaf het elfde belastbare tijdperk waarvoor de voorwaarden voor het verkrijgen van de belastingvermindering bedoeld in paragraaf 1 in hoofde van de belastingplichtige verenigd zijn.

Tijdens de negen belastbare tijdperken die volgen op het eerste belastbare tijdperk waarin de voorwaarden voor het verkrijgen van de belastingvermindering bedoeld in paragraaf 1 verenigd zijn geweest, wordt het bedrag van de belastingvermindering, berekend overeenkomstig paragraaf 2, eveneens met de helft verminderd vanaf het belastbaar tijdperk waarin de belastingplichtige volledige eigenaar, naakte eigenaar, bezitter, erfpachter, opstalhouder van een tweede woning wordt. De toestand wordt op 31 december van het belastbare tijdperk beoordeeld.

Voor de toepassing van vorig lid wordt niet rekening gehouden met :

1° de andere woningen waarvan de belastingplichtige door erfenis of gift mede-eigenaar, naakte eigenaar of vruchtgebruiker is geworden;

2° de andere woningen verhuurd via een sociaal vastgoedkantoor of een openbare huisvestingsmaatschappij.

§ 4. Het bedrag van de in paragraaf 1 bedoelde belastingvermindering, berekend overeenkomstig de paragrafen 2 en 3, kan per belastingplichtige en per belastbaar tijdperk het totale bedrag van de intresten, betalingen en bijdragen bedoeld in paragraaf 1 die daadwerkelijk tijdens het belastbaar tijdperk zijn betaald, nooit overschrijden.

Wanneer meerdere belastingplichtigen hoofdelijk en ondeelbaar een hypothecaire lening bedoeld in paragraaf 1 hebben aangegaan, worden de intresten en sommen bedoeld in paragraaf 1 in verhouding tot het eigendomsaandeel in de aangekochte woning, opgedeeld.

§ 5. Het deel van de belastingvermindering bedoeld in paragraaf 1, zoals berekend overeenkomstig de paragrafen 2 tot 4, dat niet overeenkomstig artikel 178/1 berekend kan worden, wordt omgerekend tot een terugbetaalbaar gewestelijk belastingkrediet.

Lid 1 is niet van toepassing op de belastingplichtige die beroepsinkomsten heeft die bij overeenkomst zijn vrijgesteld en die niet in aanmerking komen voor de berekening van de belasting op zijn andere inkomsten.”.

**Art. 18.** In titel II, Hoofdstuk III, afdeling 1, onderafdeling 2 octodicies van hetzelfde Wetboek, wordt een artikel 145<sup>46quater</sup> ingevoegd, luidend als volgt:

« Art. 145<sup>46quater</sup>. § 1. De vermindering bedoeld in artikel 145<sup>46ter</sup> wordt tegen de volgende voorwaarden toegekend :

1° de uitgaven bedoeld in artikel 145<sup>46ter</sup>, § 1, moeten gedaan zijn voor de woning die op 31 december van het jaar waarin de leningsovereenkomst is afgesloten, de enige woning is van de belastingplichtige die hij zelf betreft;

2° de hypothecaire lening en in voorkomend geval het levensverzekeringscontract die zijn bedoeld in artikel 145<sup>46ter</sup>, § 1, zijn door de belastingplichtige aangegaan bij een instelling die in de Europese Economische Ruimte is gevestigd om in een lidstaat van de Europese Economische Ruimte zijn eigen woning te verwerven of te behouden;

3° de hypothecaire lening is aangegaan vanaf 1 januari 2016 en heeft een looptijd van ten minste 10 jaar;

4° het levensverzekeringscontract is in voorkomend geval aangegaan :

a) door de belastingplichtige die daarbij alleen zichzelf heeft verzekerd;

b) vóór de leeftijd van 65 jaar; contracten die tot na de oorspronkelijk bepaalde termijn worden verlengd, opnieuw van kracht gemaakt, gewijzigd of verhoogd wanneer de verzekerde de leeftijd van 65 jaar heeft bereikt, worden geacht niet vóór die leeftijd te zijn aangegaan;

c) voor een minimumlooptijd van 10 jaar wanneer het in voordelen bij leven voorziet;

5° de voordelen van het in 4° bedoelde contract zijn in voorkomend geval bedongen:

a) bij leven, ten gunste van de belastingplichtige vanaf de leeftijd van 65 jaar;

b) bij overlijden, ten gunste van de personen die ingevolge het overlijden van de verzekerde de volle eigendom of het vruchtgebruik van die woning verwerven.

Voor de toepassing van het eerste lid, 1°, wordt om te bepalen of de woning van de belastingplichtige op 31 december van het jaar waarin de leningsovereenkomst is gesloten, zijn enige woning is die hij zelf betreft, geen rekening gehouden met:

1° de andere woningen waarvan de belastingplichtige ingevolge erfenis of gift mede-eigenaar, naakte eigenaar of vruchtgebruiker is geworden;

2° een andere woning die op die datum op de vastgoedmarkt te koop is aangeboden en die uiterlijk op 31 december van het jaar dat volgt op het jaar waarin de leningsovereenkomst is afgesloten, ook daadwerkelijk is verkocht;

3° de andere woningen verhuurd via een sociaal vastgoedkantoor of een openbare huisvestingsmaatschappij;

4° het feit dat de belastingplichtige de woning niet zelf betreft wegens:

a) beroepsredenen of redenen van sociale aard;

b) wettelijke of contractuele belemmeringen die het de belastingplichtige onmogelijk maken de woning op die datum zelf te betrekken;

c) de stand van de bouwwerkzaamheden of van de verbouwwerkzaamheden die het de belastingplichtige nog niet mogelijk maken de woning daadwerkelijk op diezelfde datum te betrekken.

De belastingvermindering bedoeld in artikel 145<sup>46ter</sup> kan niet meer worden verleend:

1° van het jaar volgend op het jaar waarin de leningsovereenkomst is gesloten, indien op 31 december van dat jaar de in lid 2, 2°, bedoelde andere woning niet daadwerkelijk is verkocht;

2° van het tweede jaar volgend op het jaar waarin de leningsovereenkomst is gesloten, indien de belastingplichtige de woning waarvoor de lening werd aangegaan, op 31 december van dat jaar niet zelf betreft tenzij hij die om beroepsredenen of redenen van sociale aard niet zelf betreft.

Wanneer de belastingvermindering bij toepassing van het derde lid, 2°, gedurende één of meer belastbare tijdperken niet kon worden verleend en de belastingplichtige de woning waarvoor de lening werd aangegaan, zelf betreft op 31 december van het belastbaar tijdperk waarin de in het tweede lid, 4°, b en c, bedoelde belemmeringen zijn weggevallen, kan de belastingvermindering, onverminderd artikel 145<sup>46quinquies</sup>, opnieuw worden verleend vanaf dit belastbaar tijdperk.

§ 2. De in artikel 145<sup>46ter</sup>, § 1, vermelde leningen zijn specifiek gesloten om een woning te verwerven of te behouden wanneer ze zijn aangegaan om:

1° een onroerend goed aan te kopen;

2° een onroerend goed te bouwen;

3° de successierechten of schenkingsrechten met betrekking tot de in artikel 145<sup>46ter</sup>, § 1, bedoelde woning te betalen met uitzondering van nalatigheidsinteressen verschuldigd bij laattijdige betaling;

4° een contract gesloten vanaf 1 januari 2016 en bedoeld in artikel 145<sup>46ter</sup>, § 1, te herfinancieren.

Als lening die specifiek wordt aangegaan met het oog op de aankoop van een woning geldt eveneens de overeenkomst waarbij een belastingplichtige die in een onroerende onverdeeldheid stapt met betrekking tot de eigendom van die woning met een andere belastingplichtige, waarbij laatstgenoemde reeds gebonden is door een hypothecaire lening bedoeld in artikel 145<sup>46ter</sup>, § 1, hoofdelijke medeschuldenaar wordt.

§ 3. De Waalse Regering legt in overleg met de federale Minister van Financiën de bepalingen vast in verband met de bewijsstukken die voorgelegd dienen te worden in verband met de belastingvermindering bedoeld in artikel 145<sup>46ter</sup>, § 1.

**Art. 19.** In titel II, Hoofdstuk III, afdeling 1, onderafdeling 2 octodicies, van hetzelfde Wetboek, wordt een artikel 145<sup>46quinquies</sup> ingevoegd, luidend als volgt:

« Art.145<sup>46quinquies</sup>. De belastingvermindering bedoeld in artikel 145<sup>46ter</sup> wordt, mits naleving van de voorwaarden bedoeld in artikel 145<sup>46quater</sup>, verleend vanaf het aanslagjaar dat verband houdt met het belastbaar tijdperk waarin de hypothecaire lening bedoeld in artikel 145<sup>46ter</sup>, § 1, gesloten is.

Elke belastingplichtige heeft gedurende twintig belastbare tijdperken vanaf het eerste belastbaar tijdperk waarvoor de voorwaarden voor het verkrijgen van die belastingvermindering verenigd zijn, het recht om de belastingvermindering bedoeld in artikel 145<sup>46ter</sup> te genieten.

Als de voorwaarden voor het verkrijgen van de belastingvermindering bedoeld in artikel 145<sup>46ter</sup> voor een gegeven belastbaar tijdperk verenigd zijn, wordt de belastingplichtige verondersteld voor dat belastbaar tijdperk en voor de toepassing van vorig lid de belastingvermindering bedoeld in artikel 145<sup>46ter</sup> genoten te hebben.

Er wordt per belastingplichtige, en niet per woning, nagegaan of de voorwaarden voor het verkrijgen van de belastingvermindering bedoeld in lid 1 voor een gegeven belastbaar tijdperk verenigd zijn. De toekenning van de vermindering bedoeld in lid 1 hangt noch van het bedrag van de concreet verkregen belastingvermindering af, noch van het feit dat de belastingplichtige die vermindering al dan niet heeft aangevraagd.

**Art. 20.** In titel II, Hoofdstuk III, afdeling 1, onderafdeling 2 octodicies, van hetzelfde Wetboek, wordt een artikel 145<sup>46sexies</sup> ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. 145<sup>46sexies</sup>. Onverminderd artikel 145<sup>46bis</sup> volgt de herfinanciering van een contract, uiterlijk gesloten op 31 december 2015, het fiscaal stelsel dat van toepassing was op de lening waarvoor de herfinanciering wordt aangegaan.

Wanneer de belastingplichtige vanaf 1 januari 2016 een contract voor een hypothecaire lening als bedoeld in artikel 145<sup>46ter</sup>, § 1, sluit terwijl er voor dezelfde woning één of meerdere uiterlijk 31 december 2015 door dezelfde belastingplichtige gesloten leningen bestaan die in aanmerking komen voor de toepassing van de artikelen 145<sup>37</sup> tot 145<sup>46</sup>, zijn, in afwijking van de artikelen 145<sup>37</sup>, § 3, 2°, 145<sup>38</sup>, § 1, 3°, 145<sup>39</sup>, lid 1, 1° en 2°, 145<sup>42</sup>, lid 1, 1°, b, 145<sup>44</sup>, § 1, b, 145<sup>45</sup>, § 1, lid 1, b, en 145<sup>46</sup>, § 2, en onverminderd artikel 145<sup>46bis</sup>, de artikelen 145<sup>46ter</sup> tot 145<sup>46quinquies</sup> niet van toepassing op het contract gesloten vanaf 1 januari 2016 en de artikelen 145<sup>37</sup> tot 145<sup>46</sup> blijven op genoemd contract van toepassing.

#### HOOFDSTUK VII. — *Niet-indexering van de « Chèque Habitat »*

**Art. 21.** Artikel 178 van hetzelfde Wetboek wordt gewijzigd als volgt :

1° in paragraaf 5 worden de punten 5° en 6° ingevoegd, luidend als volgt :

« 5° de bedragen van 1.520 euro en 125 euro bedoeld in artikel 145<sup>46ter</sup>;

6° voor het aanslagjaar 2017, de bedragen van 21.000 euro en 81.000 euro bedoeld in artikel 145<sup>46ter</sup> »;

2° er wordt een paragraaf 6bis ingevoegd, luidend als volgt :

« § 6bis. In afwijking van paragraaf 2, lid 1, en onverminderd § 5, 5° en 6°, worden de bedragen bedoeld in artikel 145<sup>46ter</sup> gekoppeld aan de gezondheidsindex van de maand november 2015.

Die bedragen worden jaarlijks op 1 januari aangepast overeenkomstig volgende formule : het basisbedrag wordt vermenigvuldigd met de gezondheidsindex van de maand november van het jaar voorafgaand aan het jaar waarin het nieuwe bedrag van toepassing zal zijn en gedeeld door de gezondheidsindex van november 2015. Het bedrag wordt aldus naar de hogere euro afgerond ».

#### HOOFDSTUK VIII. — *Inwerkingtreding*

**Art. 22.** De artikelen 1 tot 15 van dit decreet treden in werking vanaf het aanslagjaar 2017.

De artikelen 17 tot 20 van dit decreet treden in werking vanaf het aanslagjaar 2017.

Artikel 145<sup>46bis</sup>, lid 1, ingevoegd bij artikel 16, treedt in werking vanaf het aanslagjaar 2017.

Artikel 145<sup>46bis</sup>, lid 2, ingevoegd bij artikel 16, treedt in werking vanaf 1 januari 2016.

Artikel 21, 1°, treedt in werking vanaf het aanslagjaar 2017.

Artikel 21, 2°, treedt in werking vanaf het aanslagjaar 2018.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 20 juli 2016.

De Minister-President,

P. MAGNETTE

De Minister van Openbare Werken, Gezondheid, Sociale Actie en Erfgoed,

M. PREVOT

De Minister van Economie, Industrie, Innovatie en Digitale Technologieën,

J-C. MARCOURT

De Minister van Plaatselijke Besturen, Stedenbeleid, Huisvesting en Energie,

P. FURLAN

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit en Vervoer, Luchthavens en Dierenwelzijn,

C. DI ANTONIO

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,

E. TILLIEUX

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,

C. LACROIX

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme en Luchthavens, afgevaardigde voor de Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,

R. COLLIN

(1) Zitting 2015-2016.

Stukken van het Waals Parlement, 510 (2015-2016) Nrs. 1 tot 6.

Volledig verslag, plenaire vergadering van 19 juli 2016.

Bespreking.

Volledig verslag, plenaire vergadering van 20 juli 2016.

Stemming.